



Améliorer la nutrition grâce à l'agriculture

La faiblesse des investissements publics consacrés au secteur agricole et les nombreuses responsabilités qui lui sont assignées peuvent questionner sa capacité à contribuer plus efficacement à la lutte contre la malnutrition. Au-delà de son action reconnue en termes de diminution de la pauvreté, quel pourrait être le contenu d'une politique agricole plus orientée sur la nutrition ? Par ailleurs, sachant que la lutte contre la malnutrition est multidimensionnelle, comment inciter le secteur agricole à mettre en œuvre une telle politique ?

Ce bulletin de synthèse s'appuie sur les publications récentes, tant dans le domaine de la nutrition que dans celui de l'agriculture, pour proposer des éléments de réponse à ces questions d'actualité. Après un rappel des principales formes de malnutrition et de leurs causes, ce bulletin s'attachera à décrire les stratégies mises en place jusqu'ici pour lutter contre la malnutrition, notamment en Afrique de l'Ouest, ainsi que les principales propositions visant à renouveler l'approche dans le secteur agricole.

Introduction

La volonté de rapprocher les agendas liés à l'agriculture et à la nutrition n'est pas une idée récente. Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) considère que la nutrition est un des objectifs assignés au secteur agricole et aux politiques agricoles. En Afrique de l'Ouest, les stratégies de sécurité alimentaire des neuf pays du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) intègrent la nutrition dans les objectifs à poursuivre à travers le secteur agricole.

Principal secteur économique pour la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne, le secteur agricole se voit cependant attribuer un grand nombre d'objectifs économiques et sociaux. Il a la responsabilité de nourrir une population croissante, de participer à la préservation et la gestion des ressources naturelles, de créer des emplois et des revenus, et de générer des recettes d'exportation. Plus largement, l'agriculture endosse un rôle de lutte contre la pauvreté, la majorité des ménages pauvres vivant en milieu rural. À défaut de cadre incitatif et/ou simplement face à ces nombreuses priorités, la contribution du secteur agricole à la lutte contre la malnutrition est donc souvent restée implicite ou indirecte dans de nombreux pays d'Afrique sub-saharienne. Globalement, les politiques agricoles se sont majoritairement concentrées sur l'augmentation de la production de denrées et de revenus, misant

sur le fait que la réduction de la malnutrition serait le résultat du développement agricole et de la lutte contre la pauvreté rurale. Les interventions spécifiques de prévention et de traitement de la malnutrition ont donc été largement laissées à la responsabilité des ministères de la Santé ou mis en œuvre à travers les dispositifs humanitaires en période de crise alimentaire et nutritionnelle.

L'intérêt renouvelé de l'agriculture pour la nutrition fait notamment suite aux revues récentes des Objectifs du millénaire pour le développement. A cette occasion, la communauté internationale a pointé la faiblesse des investissements consacrés à la nutrition comme l'une des principales explications de l'insuffisance des progrès réalisés non seulement sur l'objectif de réduction de la faim, mais également dans le secteur de la santé et de l'éducation, et plus globalement sur les retards enregistrés en terme de recul de la pauvreté. Face à ces constats, la communauté internationale tente de renouveler son approche de la lutte contre la malnutrition, reconnaissant son caractère complexe et multidimensionnel. Plusieurs initiatives récentes donnent corps à cette approche, dont le mouvement « *Scaling Up Nutrition* », qui promeut l'élaboration et la mise en œuvre de plans multisectoriels de nutrition, auquel le secteur agricole est censé apporter une contribution décisive.

I - Causes et évolution de la malnutrition en Afrique de l'Ouest

Malnutrition : de quoi parle-t-on ?

Sous-nutrition chronique ou aigue, carences en micronutriments, surpoids ou obésité : les formes de malnutrition sont diverses et peuvent coexister à l'échelle d'un pays, d'un ménage ou d'un individu. Elles peuvent refléter une dégradation récente et brutale de l'état nutritionnel d'un individu comme c'est le cas de la sous-nutrition aiguë (appelée également émaciation, elle se

caractérise par un faible poids pour taille) ou au contraire être le résultat d'un processus, causé par des carences nutritionnelles et/ou des infections répétées depuis la naissance. C'est le cas de la sous-nutrition chronique, appelée également retard de croissance. Elles peuvent enfin refléter des carences en micronutriments, c'est à dire une déficience de vitamines ou de minéraux dans l'organisme.

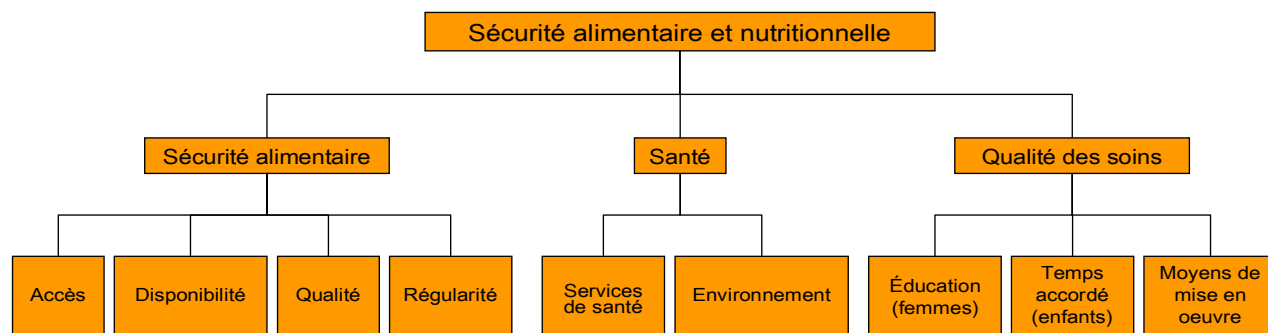
Les causes de la malnutrition

Quelles que soient les formes de la sous-nutrition, les deux causes fondamentales (ou immédiates) sont les maladies et/ou des apports alimentaires inadéquats. Ces deux facteurs forment souvent un cercle vicieux : un apport alimentaire inadéquat affaiblit le système immunitaire et augmente la sensibilité aux maladies. Les maladies infectieuses, à leur tour, augmentent les besoins en nutriments et affaiblissent le système immunitaire. Ces deux causes immédiates dépendent elles-mêmes de différents facteurs qui affectent la santé (l'accès à des services de santé, d'hygiène, d'eau et d'assainissement par exemple), de la qualité des soins dont bénéficient les femmes enceintes, les mères et les enfants, ainsi que l'accès à une alimentation en quantité et de qualité suffisante. C'est à partir de ces trois causes

sous-jacentes de la malnutrition – la sécurité alimentaire, la santé et les soins – que s'articule le concept de sécurité nutritionnelle [R1].

Afin d'intégrer l'ensemble des déterminants de la malnutrition, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), rattaché à la FAO, a proposé en octobre 2012 d'adopter le terme de « sécurité alimentaire et nutritionnelle » (SAN), comme la finalité à rechercher pour toute politique ou programme de développement. Ce concept permet en effet d'intégrer les quatre piliers de la sécurité alimentaire¹ (réflétant un accès régulier à une nourriture en quantité et de qualité suffisante) et les trois causes sous-jacentes de la malnutrition, et donc de prendre en compte le caractère complexe et multidimensionnel de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (cf. schéma ci-dessous).

Déterminants de la sécurité alimentaire et nutritionnelle



Source : CIRAD / Guide méthodologique

Le poids relatif des différents facteurs de malnutrition dépend du contexte et des enjeux locaux, qui ne peuvent être appréhendés qu'en réalisant un diagnostic précis de la situation alimentaire et nutritionnelle dans une zone déterminée [R2].

Etat de la malnutrition en Afrique et conséquences

L'ensemble de ces formes de sous-nutrition affectent la santé, le développement, le bien-être, voire la survie des personnes atteintes, et ont les conséquences les plus graves sur les mères et les jeunes enfants.

Au niveau mondial, on estime que 26% des enfants présentent un retard de croissance, 2 milliards de personnes souffrent de carences en micronutriments et 1,4 milliard de personnes sont en excès pondéral. Au-delà de l'impact humain et social, le coût économique de la malnutrition pourrait représenter jusqu'à 5% du PIB mondial (FAO/SOFA 2013).

Selon les chiffres de l'Unicef, 39% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique en Afrique de l'Ouest et du Centre en 2013 (proportion qui atteint plus de 50% au Niger). Au delà des premières années de vie, le retard de croissance peut devenir irréversible et les dommages sur le développement physique ou mental de l'enfant sont susceptibles d'être

permanents à l'âge adulte. La malnutrition chronique affecte les capacités de développement à long terme des pays et constitue un puissant facteur de reproduction de la pauvreté entre générations.

La malnutrition aiguë atteint régulièrement des taux égaux ou supérieurs à 10% (seuil d'alerte de l'OMS) dans 8 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Burkina Faso, Mauritanie, Mali, Niger, Nigeria, Sao Tome et Principe, Sénégal, Tchad). Cette situation déjà très préoccupante est fortement aggravée en période de soudure dans les pays sahéliers et dès lors que les populations font face à un choc (climatique, économique ou politique) comme cela a été régulièrement le cas cette dernière décennie. Au Sahel, un enfant sur cinq meurt avant l'âge de cinq ans ; la moitié de ces décès est attribuable à la malnutrition.

Enfin, si les personnes pauvres sont parmi les plus vulnérables à la sous-nutrition, les carences en micronutriments ou la malnutrition chronique peuvent toucher l'ensemble des classes sociales de la population. Au Burkina Faso, si les ménages les plus pauvres restent les plus affectés (42% en 2010), 18% des ménages les plus riches sont également touchés par la malnutrition chronique, proportion qui atteint 33% pour le 4^{ème} quintile de la population [R5].

II - Pourquoi rendre l'agriculture plus « sensible » à la nutrition ?

L'échec des stratégies sectorielles pour lutter contre la malnutrition

La nutrition n'ayant pas d'ancrage institutionnel de facto, ce sont généralement les ministères de la Santé et plus largement les

services sanitaires, d'hygiène et de soins qui sont en première ligne dans la plupart des pays d'Afrique. Ils ont la responsabilité d'assurer la prévention et le traitement de la sous-nutrition aiguë, des carences en micronutriments ainsi que des maladies

1 - La définition adoptée au Sommet mondial de l'alimentation de 2009 fait reposer la sécurité alimentaire sur 4 piliers : i) l'accès physique, économique et social des individus à l'alimentation via le marché et/ou des ressources productives ; ii) la disponibilité, c'est à dire la quantité de nourriture disponible aux niveaux national, local et du ménage ; iii) la qualité (ou utilisation) sanitaire et nutritionnelle des aliments, de l'eau et des régimes alimentaires, ainsi que le respect des préférences alimentaires ; iv) et la régularité (ou stabilité) de l'accès, de la disponibilité et de la qualité.

infectieuses qui peuvent être sources de sous-nutrition. Cependant, malgré les efforts des pays pour intégrer la prise en charge de la malnutrition dans les services de santé de base, les systèmes de santé sont souvent incapables de faire face à l'ampleur et aux coûts de la malnutrition. Cette situation s'explique à la fois par la faiblesse des secteurs de santé et par la forte prévalence de la malnutrition aiguë, en particulier dans les pays du Sahel. En période de crise, ce sont les dispositifs humanitaires des pays, appuyés par la communauté internationale, qui tentent d'apporter une réponse à l'accroissement soudain des taux de malnutrition aiguë (ces derniers s'étant d'ailleurs progressivement imposés comme les principaux indicateurs de déclenchement des interventions humanitaires des bailleurs de fonds). Cependant ces interventions, centrées sur la réhabilitation nutritionnelle des enfants dont la survie est directement menacée, se montrent impuissantes à s'attaquer à la malnutrition chronique, multifactorielle, et dont la prise en charge requiert des interventions globales et de long terme, notamment sur le plan alimentaire.

Sur ce point, c'est historiquement les ministères de l'Agriculture qui ont la responsabilité des interventions liées à la sécurité alimentaire dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Pourtant les politiques agricoles ouest-africaines restent majoritairement centrées sur l'augmentation de la production et de la productivité du secteur. La répétition et la fréquence des crises au Sahel et en Afrique de l'Ouest, lors desquelles les questions alimentaires et nutritionnelles se posent avec plus d'acuité, interrogent aujourd'hui le potentiel des réponses issues du secteur agricole. Axées majoritairement sur la relance de la production, ces politiques peinent à répondre aux problèmes d'insécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. Les analyses récentes sur l'économie des ménages² révèlent en effet que les revenus de la majorité des populations considérées comme pauvres ou très pauvres (environ 60% des ménages en milieu rural) reposent le plus souvent sur une palette d'activités économiques précaires, parmi lesquelles la production agricole et animale occupe une faible part. Or la majorité des politiques et des programmes de développement agricole cible les agriculteurs qui ont accès à des actifs productifs [R7].

Quel rôle peut jouer l'agriculture pour promouvoir la SAN ?

La contribution la plus directe du secteur agricole à la sécurité alimentaire et nutritionnelle est sans doute l'amélioration de la disponibilité alimentaire, à travers la production agricole (la disponibilité alimentaire finale dépend de la nature de la production agricole (alimentaire ou non) et du solde des importations/exportations) [R1]. Dans un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest, le niveau de production a suivi difficilement le rythme de la croissance démographique et se situe à un seuil limite, qui peut toujours être source d'une certaine vulnérabilité

alimentaire. Si la production de céréales permet globalement de couvrir les besoins caloriques de la population (estimés à 2100kcal/jour/personne), la région est en déficit de production sur les protéines et les lipides, que les pays importent pour subvenir à leurs besoins. Il est donc essentiel pour le secteur agricole de poursuivre les objectifs de croissance de la production et de la productivité agricole.

Cependant, au niveau de la nutrition, la recherche montre qu'au-delà d'un certain seuil – en réalité assez bas – l'apport en calorie, qui est le principal apport nutritionnel des céréales, n'améliore pas le statut nutritionnel d'un individu. Cette relation contre-intuitive est illustrée par exemple par la situation de la région de Sikasso au Mali, où une production agricole importante est concomitante à de forts taux de malnutrition chronique chez les enfants en bas âge, et ceci de façon régulière. La comparaison avec les autres régions maliennes permet d'expliquer l'importance des retards de croissance observés par la faible diversification de l'alimentation et probablement par un manque de soins accordés aux enfants, conséquence d'une surcharge de travail agricole [R3]. Cette situation n'est pas isolée. Des 21 pays qui ont réduit de moitié la proportion de leur population n'atteignant pas l'apport calorique minimal (le 1^{er} indicateur retenu pour mesurer l'objectif de lutte contre la faim de l'OMD 1), seuls 6 sont en bonne voie pour réduire également de moitié la proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale (le 2^{ème} indicateur, retenu pour mesurer les progrès réalisés en matière de nutrition).

Au-delà de la production d'aliments, le secteur agricole génère des emplois et des revenus pour les agriculteurs. Il permet donc d'accroître et d'améliorer la consommation alimentaire des ménages agricoles mais aussi d'accéder à d'autres biens et services pouvant avoir un impact sur la nutrition (par exemple des services de santé). Les politiques agricoles peuvent également diminuer l'impact de la saisonnalité des récoltes et tenter de réguler le niveau général des prix des produits alimentaires via le volume de l'offre et l'organisation des chaînes de valeur (stockage, conservation, etc.). Cependant, les crises récentes en Afrique de l'Ouest ont souligné l'insuffisance de ces politiques pour répondre à la question de l'accès à l'alimentation de l'ensemble de la population, et en particulier à un régime alimentaire sain et suffisamment varié [R2], [R7].

Enfin, concernant la qualité sanitaire et nutritionnelle de l'alimentation, le secteur agricole est certainement le mieux placé pour assurer la production adéquate de produits alimentaires variés et nutritifs. Cependant, là encore pour avoir un impact sur la nutrition, ces actions doivent être coordonnées avec des actions d'éducation nutritionnelle permettant d'influencer les choix de consommation et des politiques centrées sur la transformation agroalimentaire (artisanale ou industrielle) afin de garantir la préservation des nutriments dans les produits transformés.

L'impact potentiel de l'agriculture sur l'environnement sanitaire et les soins [R4]

Même en ayant accès à une nourriture de qualité, disponible régulièrement durant l'année, un individu dont l'organisme n'est pas en mesure d'assimiler les nutriments adéquats souffrira de malnutrition. Cette situation peut par exemple résulter d'une maladie qui affaiblit le métabolisme de l'individu. Les risques sont d'autant plus importants pour un enfant dont l'entourage n'a pas les capacités d'identifier et de traiter à temps les problèmes ou qui ne bénéficie pas d'une attention parentale suffisante. L'expérience montre que ces situations peuvent dans certains cas découler de l'activité agricole, par exemple lorsque celle-ci laisse un temps insuffisant aux adultes (aux mères en particulier) pour s'occuper des enfants. Ainsi l'introduction d'une nouvelle culture visant à améliorer la productivité agricole peut permettre d'accroître les revenus d'un ménage. Mais elle peut également avoir pour conséquence d'augmenter la charge de travail des femmes et de peser sur la qualité des soins portés aux enfants, avec un impact final négatif sur le statut nutritionnel de l'enfant. De la même façon certains facteurs de maladie peuvent être directement liés à l'environnement agricole. Un projet d'irrigation ou de pisciculture peut notamment avoir des conséquences involontaires sur la prévalence des moustiques dans une localité, et donc sur les risques de contraction du paludisme.

2 -Le modèle "Household Economic Assessment" (HEA) est une méthode d'analyse de la vulnérabilité au niveau des ménages, qui a été conçue par le Food Economy Group dans les années 90.

La nécessité d'une action intersectorielle et multidimensionnelle

La reconnaissance du caractère multidimensionnel de la sécurité alimentaire et de la nutrition a favorisé l'émergence de nombreuses initiatives, qui tentent de rapprocher les agendas liés à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et à la nutrition. C'est le cas par exemple en Afrique de l'Ouest de l'initiative « AGIR », initiée par l'Union européenne et centrée sur la résilience, de l'initiative « Faim zéro » portée par la CEDEAO, ou du mouvement international « *Scaling Up Nutrition* », dans lequel sont engagés 11 pays de la région (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Niger, Nigeria, Gambie, Mali, Sénégal, Sierra Leone). La diversité d'acteurs, de points d'entrée et de priorités – la résilience, la faim ou la nutrition – complexifie la compréhension globale des messages et la portée des initiatives. Pourtant elles partagent un certain nombre de constats, entre autres l'échec des stratégies sectorielles isolées pour lutter

contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la nécessité d'assurer un continuum entre les interventions d'urgence et de développement.

Chacune de ces initiatives identifie le secteur agricole comme un levier d'action majeur pour promouvoir la SAN. Elles s'appuient sur les nombreuses recherches issues du monde de la nutrition ou de l'agriculture pour promouvoir des pistes d'action. La FAO a notamment publié son dernier rapport de la Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture en octobre 2013 sur le thème « des systèmes alimentaires pour une meilleure nutrition » et le CGIAR, un consortium international de centres de recherche sur l'agriculture, a lancé un programme de recherche intitulé « l'Agriculture pour la nutrition ». De son côté le journal médical *The Lancet*, qui fait autorité sur les questions de nutrition, a publié en 2013 un article consacré à l'analyse des stratégies multisectorielles pour lutter contre la malnutrition, dans lequel l'agriculture figure en bonne place.

Le mouvement *Scaling Up Nutrition*

Lancé en 2010, le mouvement *Scaling Up Nutrition* (SUN) réunit aujourd'hui 43 pays et repose sur un engagement politique de haut niveau dans la lutte contre la malnutrition. Reconnaisant son caractère multidimensionnel, les pays membres s'engagent à accroître la couverture et l'efficacité de leurs programmes nutritionnels et à maximiser le potentiel des autres secteurs, notamment l'agriculture à lutter contre la malnutrition. Au niveau global, le mouvement SUN favorise les échanges d'expériences entre les pays, soutenus dans ce sens par des partenaires au développement, des instances des Nations unies, des ONG et des acteurs du secteur privé. Au niveau des pays, le mouvement repose sur la mise en place de plateformes intersectorielles et multi-acteurs permettant de favoriser la concertation et d'améliorer la coordination des interventions sur le terrain. Les pays membres sont actuellement en cours de finalisation de leurs plans d'actions multisectoriels de lutte contre la malnutrition.

Sur le plan opérationnel, plusieurs outils pratiques ont également été développés, comme le manuel d'ACF « Optimiser l'impact nutritionnel des interventions sécurité alimentaire »³. La Banque mondiale de son côté a produit des recommandations internes pour mieux intégrer les questions de nutrition dans les programmes agricoles qu'elle soutient. Sur le plan politique enfin, la FAO a publié récemment une synthèse de « recommandations clés pour améliorer la nutrition à travers l'agriculture », un document visant à mieux intégrer la nutrition dans les programmes et politiques agricoles.

Un agenda de bailleurs ?

On peut cependant s'interroger sur l'appropriation de ces

initiatives par les États et en particulier par les responsables des politiques agricoles, qui accordent encore davantage d'importance aux enjeux de production et de productivité qu'à ceux de nutrition. Dans la logique de l'alignement de l'aide, il est parfois difficile pour les partenaires au développement de concilier leur volonté de convaincre les États d'intégrer ces nouveaux éléments dans leurs politiques, à la nécessité d'accompagner, sans s'y substituer, les processus nationaux et régionaux. Cela est d'autant plus vrai concernant le secteur agricole, qui se voit déjà assigner un grand nombre d'objectifs économiques, sociaux, environnementaux, parfois difficiles à atteindre.

III - Comment rendre l'agriculture plus sensible à la nutrition ?

Les réflexions et recommandations portées par ces diverses initiatives ne sont pas homogènes et consensuelles. Elles diffèrent notamment selon l'orientation des organisations ou des initiatives qui les portent (en schématisant, selon qu'elles sont

issues du monde de la nutrition ou de l'agriculture, de l'humanitaire ou du développement, de structures opérationnelles ou d'initiatives politiques). Certaines sont techniques et très spécifiques, d'autres ont au contraire un caractère très général.

Recentrer les politiques agricoles sur la nutrition

Cibler davantage les politiques sur les pauvres et les femmes

La synthèse des « recommandations clés pour améliorer la nutrition à travers l'agriculture » de la FAO appelle à cibler davantage les politiques et programmes agricoles sur les ménages pauvres, qui sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Cela inclut des propositions visant à améliorer leurs systèmes de production, à faciliter leur accès à du matériel agricole, à sécuriser leur potentiel productif ou à avoir accès à des emplois

décents. Ces recommandations proposent également d'améliorer les conditions d'accès au marché pour les populations les plus vulnérables, en particulier pour vendre ou accéder à une alimentation variée et nutritive [R6]. Ces recommandations posent cependant des questions sur le potentiel agricole des ménages les plus pauvres, qui sont en partie déconnectés de la production agricole et animale. La capacité des politiques agricoles à favoriser leur réinsertion en tant que producteurs fait d'ailleurs de plus en plus débat [R7].

3 - Pour en savoir plus :

[http://www.actionagainsthunger.org/sites/default/files/publications/Optimiser l'impact Nutritionnel des Interventions Sécurité Alimentaire et Moyens Dexistence 07.2011.pdf](http://www.actionagainsthunger.org/sites/default/files/publications/Optimiser%20l'impact%20nutritionnel%20des%20interventions%20sécurité%20alimentaire%20et%20moyens%20d'existence%2007.2011.pdf)

Qu'elles soient issues du milieu agricole ou de la nutrition, la plupart des études recommandent de combattre les inégalités de genre, que ce soit au niveau des revenus issus de l'agriculture, que du contrôle des ressources productives et financières au sein des ménages agricoles. Il s'agit notamment de renforcer l'autonomisation des femmes ainsi que leurs capacités à préserver un temps et des moyens suffisants aux soins materno-infantiles. Il est en effet reconnu que les femmes représentent à la fois une catégorie de la population particulièrement affectée et un levier puissant de réduction de la malnutrition. Cela grâce à l'amélioration de leur statut nutritionnel – notamment en période de grossesse et d'allaitement – et par la qualité des soins qu'elles peuvent apporter aux enfants dans les premières années de leurs vies. Il apparaît ainsi que la répartition du revenu et des moyens de production au sein du ménage est un facteur déterminant du statut nutritionnel de ses membres, les femmes étant globalement plus vigilantes à répondre aux besoins des enfants en bas âge dont elles ont la charge [R4], [R5].

Encourager les filières à forte valeur nutritive

L'ensemble des travaux récents s'accorde pour promouvoir, au-delà des aliments de base, le soutien des politiques agricoles aux filières à forte valeur nutritive comme le bétail, les produits laitiers, le poisson ou les fruits et légumes. L'objectif est d'améliorer la disponibilité au niveau national de ces produits, essentiels à un régime alimentaire sain et varié. Il est notamment recommandé d'orienter la recherche agricole dans ces filières afin d'en améliorer la productivité ou par exemple pour favoriser la sélection de variétés à forte teneur nutritive. La création de mécanismes incitatifs est également encouragée pour assurer la dissémination des techniques et bonnes pratiques au niveau de la production, la transformation, la commercialisation et la consommation des produits issus de ces filières [R1] [R4] [R6].

Rendre les aliments plus riches en nutriments

L'impératif d'obtenir des résultats rapides en matière de réduction de la malnutrition pousse également à identifier des interventions ciblant spécifiquement des objectifs nutritionnels dans le secteur agricole. Plusieurs types d'interventions sont mis en avant et expérimentés dans certains pays afin de parvenir à une amélioration des régimes alimentaires des populations à travers la production d'aliments à forte teneur nutritive ou à travers l'amélioration de l'ensemble de la chaîne de production alimentaire.

Au niveau de la production agricole : la bio-fortification

Une stratégie généralement présentée comme complémentaire à la diversification de la production repose sur la possibilité de bio-fortification des aliments de consommation courante [R1], [R4], [R8]. Cette technique a pour objectif de renforcer la teneur en micronutriment de certaines cultures vivrières traditionnelles afin de lutter contre certaines carences. C'est le cas notamment de la teneur en fer et en vitamine A, pour lesquelles les carences sont associées à des maladies comme l'anémie et la cécité, voire dans les cas les plus graves à une mort prématurée. Des expériences sont ainsi menées depuis plusieurs années dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie du Sud, comme par exemple en Ouganda avec la « patate douce à chair orange », obtenue par un croisement avec une variété riche en bêta-carotène, précurseur de la vitamine A. Un autre exemple est celui du « millet perlé », une variété riche en fer également obtenue par croisements et testée en Inde et dans certains pays d'Afrique comme le Bénin. Si ces techniques peuvent être prometteuses

Au niveau des ménages, une attention particulière doit être portée sur la production d'aliments variés et nutritifs au niveau des petits exploitants et des populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Au-delà d'un objectif de diversification des revenus, il s'agit d'assurer qu'elles puissent tirer les bénéfices nutritionnels de ces cultures via l'autoconsommation. Des expériences de promotion de jardins potagers, souvent associés à des programmes d'éducation nutritionnelle, sont menées dans de nombreux pays, notamment par des ONG [R4] [R8].

Encourager l'agro-écologie ?

Au-delà de la réorientation possible des programmes et politiques agricoles, le rapporteur spécial sur le Droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, s'est questionné sur les différents modèles agricoles à promouvoir, en fonction de leur potentiel à lutter contre la faim et la malnutrition. Il présente ainsi l'agro-écologie comme le modèle agricole le plus à même de répondre aux différents piliers de la sécurité alimentaire. En accroissant la productivité au niveau local, ce modèle peut selon lui améliorer la disponibilité alimentaire et permettre de réduire la pauvreté rurale. Il améliore l'accessibilité des petits exploitants à une alimentation plus variée, tout en préservant la durabilité des écosystèmes. Dans cette optique, le rapporteur spécial des Nations Unies pour le Droit à l'alimentation appelle les décideurs à mettre en place des stratégies et programmes ambitieux pour soutenir l'agro-écologie, tant par des investissements spécifiques en terme de recherche et d'infrastructures, que par la création de cadres incitatifs permettant son développement à plus grande échelle [R9].

en termes de santé publique, elles posent un certain nombre de questions. D'abord du point de vue de l'acceptation par les populations de ces nouvelles variétés, qui renvoie à la question des préférences alimentaires et du respect des styles de consommation des ménages, un point essentiel du concept de sécurité alimentaire. L'autre question, tient aux technologies utilisées pour obtenir ces nouvelles variétés. Si la patate douce à chair orange et le millet perlé sont le résultat de croisements, d'autres cultures comme le « riz doré », mis au point par un laboratoire privé en 2000, ou une variété de banane cultivée à titre expérimental en Ouganda, sont le résultat de manipulations génétiques. De fortes mobilisations ont déjà eu lieu pour s'opposer à la dissémination de ces cultures. Ici comme pour l'ensemble des OGM se posent en effet des questions sur les effets sanitaires, agricoles et environnementaux, ainsi que sur la propriété des semences, questions d'autant plus sensibles que le riz est des cultures alimentaires les plus répandues dans le monde.

Au niveau de la chaîne alimentaire : la conservation des nutriments et la fortification

Par ailleurs, si la qualité nutritive des aliments peut être potentiellement améliorée au niveau de la production, l'ensemble du système alimentaire peut également impacter fortement les produits. Entre la production et la consommation, les produits agricoles sont stockés, transportés, transformés, emballés... Toutes ces étapes peuvent avoir un impact important sur leurs qualités nutritives et la sécurité sanitaire. Une dernière série de

recommandations vise donc soit à améliorer la conservation des nutriments tout au long de la chaîne de production alimentaire, soit à en augmenter la teneur via un processus de fortification des aliments. Cette technique qui consiste à ajouter des micronutriments dans le processus de transformation ou lors de la cuisine, est déjà largement promue, généralement au niveau des ménages et des industries de transformation, sous l'impulsion des ministères de la Santé. Au delà du sel iodé qui est généralisé dans beaucoup de pays, on trouve des exemples comme le sucre enrichi à la vitamine A dans les pays d'Amérique

IV - Les défis en termes de gouvernance, coordination et mise en œuvre

Quelle que soit la combinaison d'interventions retenue au niveau d'un pays, les enjeux de gouvernance restent de taille pour planifier et mettre en œuvre concrètement une politique multisectorielle. D'autant plus lorsque les États, comme leurs partenaires au développement, sont majoritairement organisés de manière sectorielle.

Améliorer les dispositifs de coordination

Du fait de son caractère multidimensionnel et intersectoriel, la nutrition n'a pas d'ancrage institutionnel naturel et se retrouve généralement hébergée par une division au sein du ministère de la Santé, ce qui limite la capacité de coordination avec les autres secteurs. Pour favoriser la coordination intersectorielle et inter-acteurs (ministères, partenaires techniques et financiers, secteur privé, société civile), plusieurs pays ont créé des dispositifs de coordination. Au Brésil, la coordination interministérielle se fait au sein du Système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SISAN), une structure qui réunit 17 ministères sous l'égide du Président. Elle est responsable de la formulation, de l'adoption et de la mise en œuvre des politiques d'alimentation et de nutrition dans le pays. Ce dispositif est appuyé par le Conseil national de la sécurité alimentaire (CONSEA), une plate-forme multi-acteurs qui soutient l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et assure un suivi des engagements politiques. La création de ce type de plateformes multi-acteurs et intersectorielle est fortement promue par le mouvement SUN, qui en a fait une des étapes essentielles de l'engagement des pays. En s'appuyant sur ces instances de coordination, les « pays SUN » sont encouragés à produire des plans d'action multisectoriels de lutte contre la malnutrition, incluant ou intégrant des interventions de santé et de sécurité alimentaire. Les 11 pays ouest-africains engagés dans l'initiative sont actuellement en train d'élaborer ces plans d'action.

Cependant en pratique, les défis de la coordination sont importants, tant pour l'élaboration de stratégies communes que pour leur financement et leur mise en œuvre sur le terrain. De plus, à la coordination horizontale s'ajoute un besoin de coordination verticale, entre l'État central et les échelons déconcentrés ou décentralisés impliqués dans la mise en œuvre opérationnelle.

L'ancrage institutionnel ne résout pas toutes les difficultés de coordination

Au Sénégal, la Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM) a été créée en 2001 et marque, selon son coordinateur actuel, le passage à une approche programme, préventive et multisectorielle. Composée de représentants des ministères techniques impliqués dans la nutrition, des pouvoirs locaux et de membres de la société civile, elle est placée sous l'autorité du Premier Ministre dans le but de coordonner les interventions de l'État comme des partenaires en matière de nutrition. L'action de terrain a déjà permis d'atteindre des

centrale et en Zambie, ou de la poudre de curry enrichie en fer en Afrique du Sud. La fortification est généralement considérée comme une approche efficace pour réduire les carences en micronutriments lorsque que les ménages n'ont pas accès à des régimes alimentaires suffisamment variés et nutritifs. Le secteur de la production agricole est cependant moins directement concerné par ces interventions, qui requièrent une forte coordination entre les secteurs industriels et les agences en charge de la réglementation sanitaire dans les pays [R4].

résultats important : l'extension du réseau de prise en charge de la nutrition au niveau des communes ayant permis de faire baisser la prévalence de malnutrition chronique. Toutefois, le coordinateur de la CLM souligne que les défis de la coordination intersectorielle et inter-acteurs demeurent importants.

Ainsi, l'expérience du Sénégal montre que l'existence d'un point focal au sein d'un ministère ne garantit pas forcément une bonne coordination. Un cadre de travail commun et des contacts sont nécessaires à chaque étape, de la définition de la stratégie à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des actions. « Au niveau du ministère de l'Agriculture par exemple, nous étions en contact avec la Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques agricoles (DAPS) qui est notamment chargée de gérer le Plan national d'investissement agricole (PNIA) » explique ainsi le coordinateur de la CLM. « Mais on s'est rendu compte que ce lien était insuffisant et que l'on avait besoin de contacts à tous les niveaux du ministère de l'Agriculture – au niveau des techniciens, de la recherche, de l'information, etc. - pour chaque étape de notre mission ». Les difficultés de coordination sont renforcées par le positionnement de la cellule, à la fois en charge de la planification stratégique et de la mise en œuvre sur le terrain. Cette position affichée d'agence d'exécution peut notamment poser des questions de coordination avec les services techniques du ministère de l'Agriculture [R10].

La coordination intersectorielle n'est pas synonyme de coordination entre les acteurs

En plus de la concertation entre les ministères impliqués (Agriculture, Santé, Industrie, Education, etc.) se pose la question de la coordination avec les autres acteurs et notamment la société civile, le secteur privé ou encore les partenaires techniques et financiers (PTF). Au Sénégal, si la CLM a été créée comme une « porte d'entrée » pour les acteurs extérieurs, le coordinateur déplore notamment le fait que tous les PTF ne font pas encore appel à la cellule quand ils interviennent sur les questions de nutrition. Cette situation s'explique en partie, chez les partenaires au développement, par cette même organisation sectorielle. Les questions de nutrition sont en effet encore souvent dévolues aux directions en charge de la santé chez les PTF, dont les interlocuteurs traditionnels restent les ministères de la Santé. Mais cette difficulté s'explique également par une certaine concurrence qui peut exister entre les ministères pour obtenir les financements des bailleurs de fonds. Cette question du financement reflète et renforce donc à la fois la difficulté de coordination, puisque les financements consacrés à la nutrition proviennent de sources diverses, avec parfois une difficulté à assurer la cohérence globale ou la continuité des actions dans le temps [R10].

La coordination sur le terrain : les enjeux opérationnels

Les enjeux de coordination se posent enfin au niveau opérationnel, lorsqu'il s'agit d'articuler les programmes définis au niveau national

avec les échelons déconcentrés de l'État et avec les démarches de développement local. L'étude réalisée par Action contre la faim au Burkina Faso montre cependant que sur les questions de nutrition, la coordination entre les différents secteurs peut être facilitée au niveau local, compte tenu du moindre nombre de parties prenantes et de la proximité étroite des acteurs, travaillant tous sous la

Intégrer la nutrition dans les politiques agricoles

Si la contribution du secteur agricole à une politique multisectorielle de nutrition est admise dans un nombre croissant de pays, la question se pose également de l'intégration concrète de la nutrition dans le secteur agricole pour permettre des avancées sur le terrain. Cette question peut se poser tant au niveau des connaissances et compétences des agents des ministères de l'Agriculture, que des objectifs des politiques et de l'organisation institutionnelle des ministères. Les initiatives des pays à ce niveau sont souvent récentes et ne permettent pas forcément de tirer des leçons sur leur efficacité. Elles sont présentées à titre d'illustration.

Inclure la nutrition dans les objectifs des politiques agricoles

Avec l'appui de la FAO, le programme CAADP du NEPAD a organisé trois ateliers régionaux à travers le continent africain dans le but de réviser les Programmes nationaux d'investissement agricole (PNIA) dans une perspective d'une meilleure contribution à la nutrition. Bien que le processus ait été un relatif succès pour un certain nombre de pays, il semble qu'il n'ait pas été approprié pour d'autres, le processus étant largement initié de l'extérieur.

Sensibiliser le secteur agricole à la nutrition

Une des difficultés souvent mise en avant pour améliorer l'intégration des activités agricoles et de nutrition est la nécessité de parler un langage commun. Pour dépasser ce clivage, un certain nombre de pays ont entrepris de renforcer les programmes de formation à la nutrition des agents des ministères de l'Agriculture. Le Burkina Faso est par exemple en train de réformer les programmes de l'École nationale d'agriculture pour intégrer des cours de base sur la nutrition pour les étudiants. Ces initiatives porteront sans doute leurs fruits dans quelques années. De nombreux experts recommandent de multiplier ce type d'initiatives pour améliorer la connaissance en nutrition des professionnels et experts du monde agricole [R5]. L'inverse pourrait sans doute être proposé pour les étudiants et professionnels de la nutrition et/ou de la santé.

Créer une division en charge de la nutrition

Au-delà de la sensibilisation, certains pays ont entrepris de renforcer le mandat de nutrition du ministère de l'Agriculture. Le Kenya a notamment créé une division en charge de la nutrition au sein du ministère de l'Agriculture, afin d'intégrer plus concrètement les interventions agricoles et de nutrition sur le terrain. Les agents de cette division, notamment des agents de vulgarisation agricole, sont en charge de sensibiliser, de former et de fournir des services d'appui aux communautés et aux

supervision des gouverneurs régionaux. Mais ce n'est pas le cas dans tous les contextes. Au Kenya par exemple, il semble que malgré la création de forums techniques de nutrition au niveau des comtés, censés favoriser la coordination intersectorielle, ces instances ont parfois du mal à s'ouvrir à d'autres secteurs et notamment à l'agriculture [R5].

ménages. Ils sont donc des relais clés sur l'information nutritionnelle [R5]. Cependant, comme c'est le cas au Kenya, ce type de structure est généralement contraint par des financements insuffisants pour mettre à l'échelle son action. Par ailleurs, la coordination avec les divisions en charge de la nutrition au sein du ministère de la Santé est d'autant plus nécessaire pour éviter les chevauchements et maximiser la complémentarité de leurs actions.

Inclure des indicateurs de suivi liés à la nutrition dans les programmes agricoles

Afin de comprendre l'impact de l'agriculture sur la situation nutritionnelle et plus largement pour planifier et piloter des interventions en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, certains pays ont jugé nécessaires de développer des indicateurs spécifiques et d'assurer une collecte et une analyse de ces informations par le secteur agricole. Au Burkina Faso, la revue semestrielle du secteur agricole collecte ainsi depuis 2004 les données relatives à un indicateur anthropométrique, le périmètre brachial (circonférence du bras), utilisé pour détecter la sous-nutrition chez les enfants de moins de 5 ans. Cette collecte a permis de mettre en évidence la déconnexion possible entre la disponibilité de céréales dans une région donnée et la situation nutritionnelle des enfants. Cependant, des questions se posent quant au type de données à récolter. Des indicateurs liés à l'alimentation (permettant par exemple de mesurer la diversité alimentaire) pourraient permettre d'orienter de manière plus pertinente les programmes agricoles.

Il est donc clair à travers ces exemples qu'au-delà de la définition de la stratégie et des actions à mettre en œuvre, les défis de pilotage et de coordination sont particulièrement importants pour mettre en œuvre une politique intersectorielle. A ce titre, les programmes mis en œuvre au Brésil à travers l'initiative *Fome zero* sont riches d'enseignements, comme par exemple la mise en place de mécanismes incitatifs pour favoriser la coopération concrète des ministères. C'est le cas par exemple du programme *Bolsa Familia*, qui conditionne les transferts d'argent aux populations ciblées – les plus pauvres – à la présence des enfants à l'école et à des visites régulières dans des centres de santé. De la même façon, le programme de cantine scolaire, basé sur des achats de produits alimentaires à des petites exploitations familiales, permet de créer un lien important entre une politique de protection sociale ou de nutrition avec la politique agricole à destination des petites exploitations. La plupart des gouvernements engagés dans l'initiative SUN sont encore à des stades d'expérimentation et le mouvement tente de favoriser les échanges d'expériences, afin de développer des politiques publiques répondant aux défis propres à chaque pays.

- R1. Des systèmes alimentaires pour une meilleure nutrition.** FAO, rapport sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde (résumé en français), octobre 2013, 114p.
Ce rapport passe en revue l'ensemble des possibilités d'intervention au niveau du système alimentaire (production, chaîne de production après-récolte, consommation) dans le cadre d'une approche multisectorielle de lutte contre la malnutrition.
<http://www.fao.org/docrep/018/i3300e/i3300e00.htm>
- R2. Prendre en compte la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les projets de développement - Guide d'auto-évaluation ex ante à l'usage de concepteurs de projets - Version provisoire.** Bricas N., Aspe C., CIRAD, AFD, MAE. 2013, 22p.
Ce guide est conçu comme un outil pratique permettant de passer en revue les différents leviers que peut activer un projet de développement pour participer activement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), à travers un questionnaire basé sur ses principaux déterminants.
- R3. Le « paradoxe » de Sikasso (Mali) : pourquoi « produire plus » ne suffit-il pas pour bien nourrir les enfants des familles d'agriculteurs ?** Dury S., Bocoum I., Cirad Umr MOISA, sept-oct 2012, 13p.
A partir du schéma causal de la malnutrition, cette étude analyse les déterminants spécifiques de la malnutrition chronique dans la région de Sikasso, par rapport aux autres régions du Mali.
<http://publications.cirad.fr/download.php?dk=566290&doc=34217>
- R4. Improving nutrition through multisectoral approaches.** Banque mondiale, 2013, 170p.
Ce rapport représente un guide opérationnel pour les équipes de la Banque mondiale et des partenaires au développement pour maximiser les impacts nutritionnels de leurs programmes de développement agricole, de protection sociale et de santé.
http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2013/02/05/000356161_20130205130807/Rendered/PDF/751020WP0Impro00Box374299B00PUBLIC0.pdf
- R5. Sowing the seeds of good nutrition: Making Agricultural Policies Deliver Better Nutrition (résumé en français).** Etienne du Vachat, Action contre la faim, en collaboration avec CIRAD, GRET, 2013, 45p.
Basée sur trois études de cas (Burkina Faso, Kenya, Pérou), cette étude évalue comment l'agenda international sur l'agriculture et la nutrition se traduit en actions au niveau des pays et identifie les principales contraintes à lever. L'étude de cas sur le Burkina Faso est disponible en français.
<http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/graines-bonne-nutrition>
- R6. Key recommendations for improving nutrition through agriculture.** FAO, 2013, 2p.
Cette synthèse de 5 recommandations politiques et de 10 recommandations opérationnelles a été réalisée suite à une revue exhaustive des directives et guides existants (publiés par les institutions internationales, des centres de recherche et des ONG) pour maximiser l'impact de l'agriculture sur la nutrition.
http://unscn.org/files/Agriculture-Nutrition-CoP/Agriculture-Nutrition_Key_recommendations.pdf
- R7. Atelier sur la protection sociale, Campagne Cultivons. 20 & 21 mars 2013, Dakar. Résumé synthétique, Inter-réseaux, 6p.**
Centré sur les politiques de protection sociale en Afrique de l'Ouest, cet atelier a également questionné la capacité des politiques agricoles et des programmes de réponse aux crises issus du secteur agricole à répondre aux besoins des populations les plus pauvres.
<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/atelier-sur-la-protection-sociale>
- R8. Nutrition-sensitive interventions and programmes: how can they help to accelerate progress in improving maternal and child nutrition? Maternal and Child Nutrition 3. The Lancet, juin 2013, 16p.**
Cet article de la revue médicale *The Lancet* examine les preuves scientifiques existantes concernant l'impact des interventions de plusieurs secteurs, dont l'agriculture et la protection sociale, sur les déterminants de la nutrition. Elle fait des recommandations sur les orientations à retenir pour les maximiser.
<http://www.thelancet.com/series/maternal-and-child-nutrition>
- R9. Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation à la 16ème Assemblée Générale des Nations Unies. Olivier De Schutter, décembre 2010, 23p.**
S'appuyant sur les publications scientifiques récentes sur l'agro-écologie, ce rapport souligne le fort potentiel de ce mode de production agricole à participer aux quatre piliers de la sécurité alimentaire et fait des recommandations politiques pour son développement à plus grande échelle.
http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_fr.pdf
- R10. Entretien avec Abdoulaye Ka, Coordonnateur national de la Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM) du Sénégal. Grain de sel n°59-62, Inter-réseaux, décembre 2013, 1p.**
Abdoulaye Ka témoigne dans cette interview des enjeux de la coordination inter-acteur et interministérielle sur l'élaboration, la planification, la mise en œuvre et le financement du plan d'action multisectoriel de nutrition du Sénégal.

Les *Bulletins de synthèse Souveraineté alimentaire* sont une initiative conjointe d'Inter-réseaux Développement rural et de SOS Faim Belgique. Ils visent à produire une synthèse sur un thème lié à la souveraineté alimentaire, à partir d'une sélection de références jugées intéressantes. Ils paraissent tous les trimestres et sont diffusés par voie électronique. SOS Faim Belgique (www.sosfaim.org) soutient les organisations paysannes et de producteurs agricoles dans une quinzaine de pays d'Afrique et d'Amérique latine. Inter-réseaux Développement rural (www.inter-reseaux.org) vise à promouvoir les débats, échanges et réflexions en réseau sur le développement rural dans les pays du Sud.

Ce bulletin de synthèse a été rédigé par Jean-Denis Crola (jeandeniscrola@gmail.com), avec les apports d'Etienne Du Vachat, Susan Sandars et Peggy Pascal (ACF), Jean Jacques Grodent (SOS Faim), Henri Leturque (IRAM), Roger Blein (Issala), Sandrine Dury (CIRAD), Joël Teyssier et Vital Pelon (Inter-réseaux).

Ce bulletin de synthèse a été réalisé grâce au soutien financier de la Direction Générale de la Coopération au Développement du Ministère belge des Affaires étrangères, de SOS Faim Belgique, d'Action contre la faim, et de l'AFD.

Si vous souhaitez réagir, merci de nous écrire à : inter-reseaux@inter-reseaux.org

Inter-réseaux, novembre 2013.